

Cher-es camarades, cher-es amies

Mesdames, Messieurs, les élu-es, les représentant-es d'organisations et partenaires.

Nos inquiétudes n'en finissent pas tant le monde marche sur la tête.

Le capitalisme effréné continue de s'étendre sur la planète, faisant émerger les pires monstres pour conduire sa politique antisociale.

L'exemple le plus abouti de la formule en est Bolsonaro.

Président du Brésil depuis le 1^{er} janvier, d'extrême droite, homophobe, misogyne, et qui assure tenir une politique favorisant les intérêts privés tout comme les appétits financiers d'un côté, et la matraque de l'autre, pour en finir avec les « idées gauchistes ».

Entendez par là « désendoctriner » l'éducation du pays en commençant par l'IVG.

7 ministres sur les 21 qui composent son gouvernement sont des militaires, des nostalgiques de la dictature, des évangéliques et climato-sceptiques, alors disons le ton est donné.

Les réformes à venir que devront combattre les travailleurs : baisse du salaire minimum, suppression des droits pour les travailleurs combinée à la baisse des conditions de travail, appropriation privée des ressources naturelles – donc des terres aux paysans -, privatisation de 149 entreprises publiques ainsi que des pans entiers de l'enseignement, de la sécurité sociale avec la mise en place d'un système de retraite par capitalisation.

Les spécialistes, formés à l'école de Chicago seront là pour mener à bien cette guerre socio-économique livrée contre le peuple, tandis que Bolsonaro pourra compter sur le soutien des pires réactionnaires de la planète. Trump, Netanyahu, Orban en tête.

Cet homme qui ne cache pas son admiration de la dictature et du tortionnaire Brillhante Ustra, ose dire que *"l'erreur de la dictature a été de torturer sans tuer"*.

Les travailleurs Brésiliens quant à eux pourront compter sur l'engagement total de la CGT, mais de bien d'autre aussi, qui travaillent au soutien et à l'organisation des solidarités nécessaires contre la réaction.

Je le rappelle d'ailleurs puisque nous l'entendons souvent lors de nos rencontres avec les syndicalistes d'autres pays, *« lorsque le droit social recule en France, il recule ailleurs »*.

Après la commémoration de 68', la CGT Isère place l'année 2019 sous le signe du bien-être, de la liberté et de la solidarité avec un nouveau logo, dont on peut remercier Simon et Michel qui ont été mis à contribution et ont répondu sans faillir.

Il faudra d'ailleurs préparer celui pour 2020. 😊

Bien-être, liberté et solidarité. 3 mots qui font l'adn de la CGT.

Concernant le bien-être, nos envies de monde meilleur reste inflexibles. Cela se traduit au quotidien par l'engagement de milliers de syndicalistes dans le cadre associatif, politique, ou tout simplement dans l'exercice d'un mandat.

Qu'il soit électif ou nominatif, dans les entreprises, les organismes paritaires ou administratifs, ou bien encore dans les structures de la CGT, les militants ne méritent pas pour améliorer quotidiennement le sort de ceux qui les sollicitent.

Pour autant, ce bien-être que nous souhaitons, ne peut s'arrêter au seul dossier individuel, à la personne que nous défendons, au discours proclamés, à l'affiche posé...un dimanche.

Nous avons besoin de clarifier cette notion et de mettre en débat le plus largement possible les perspectives qui y conduisent : nos revendications j'entends.

Parler du sens du travail, du temps que l'on y consacre au détriment du reste. Les anciens qui ont gagné les 8h par jour disaient : 8h pour travailler, 8h pour se reposer, 8 heures pour la famille, la culture et les loisirs.

Compter aujourd'hui de nombreuses heures passées dans les transports, un stress important, un chômage élevé...peut-on ensemble travailler à gagner les majorités pour imposer que l'« *on ne perde plus notre vie à la gagner* » mais bien que l'on travaille toutes, mieux et moins ?

Ces questions, à contresens de l'idéologie Macronnienne, doivent revenir dans le débat pour y remettre l'humain au cœur des décisions et non pas l'entreprise.

Nos revendications comme les 32 heures, les transports gratuits, le nouveau statut du travail salarié NSTS...et j'en passe ne sont pas suffisamment entendus. Pourtant, elles sont partagées par beaucoup.

Les travailleurs ont besoin de reconquêtes, nous devront les y aider.

Dans quelques minutes, si ce n'est déjà fait, Lionel Beffre, préfet de l'Isère, offrira ces vœux au monde économique. Vous comprendrez aisément que la CGT Isère n'y sera pas pour cause de vœux, mais également parce que cet homme depuis sa prise de fonction est loin d'offrir l'image de celle que l'on attend notamment dans l'écoute et la résolution des dossiers.

Si le renforcement de l'obligation de dépôts de manifestations ou son refus de nous recevoir en personne est anecdotique, d'autres reproches le sont moins.

Particulièrement sa réponse récente suite aux violences policières à l'encontre de la jeunesse ou une lycéenne s'est retrouvé avec la mâchoire fracturée par un tir de flash-ball.

Sa réponse à notre courrier demandant l'application du libre droit de manifestation, un réel sans froid des forces de l'ordre et une enquête sur les actions de la BAC, l'ont conduit à nous rappeler à la loi et à mesurer les causes que l'on défend.

Les gilets jaunes découvrent les violences policières et la criminalisation de l'action militante avec de nombreuses interpellations ces dernières semaines, dont entre autre, une militante communiste condamné à 3 mois de prison ferme.

Ces méthodes d'intimidation ne sont pas nouvelles. Ces dernières années nombre de salarié-es – en dernier lieu énergéticien-nes, cheminot-es – et de responsables syndicaux sont poursuivis et par le glaive de la justice et par le sabre du patronat.

Une publication de la Confédération Syndicale Internationale indique d'ailleurs une augmentation de 59% des violences contre les syndicalistes dans le monde et une recrudescence des arrestations et détentions de 69%. C'est dire que le capital sur la planète n'entend pas laisser de place à la contestation.

La violence d'Etat et de la justice pour contraindre !

Inacceptable lorsque le préfet du Var qui pour mieux justifier une répression sans limite d'un commandant de police cognant sans vergogne sur des manifestants qualifie les mobilisations actuelles de « climat insurrectionnel ».

Dans un temps où il semble acquis dans l'opinion, dans la presse, dans les entreprises et collectivités qu'il faut se serrer la ceinture pour faire des économies et ne pas laisser de dettes aux générations futures, le capital continue d'engranger des profits monstrueux pour garantir le train de vie d'une minorité. **C'est ainsi que le CAC 40 annonce avoir versé 57 milliards de dividendes à leurs actionnaires. 😊 Du jamais vu !**

Les luttes contre les violences, contre la haine, pour la paix entre les peuples a toujours été le fil conducteur de la CGT.

C'est pourquoi, cette année nous mettons à l'honneur l'antifascisme et vous pourrez découvrir l'exposition de l'Institut d'Histoire Sociale de l'Isère.

Nous saluons également l'initiative de Ras Le Front demain après-midi à Voiron, il s'agit de la 11eme rencontres départementales de "luttes et de résistance", avec outre des stands associatif, deux débats sur les migrations et le danger fasciste.

Résolument antifasciste, ça c'est aussi dans notre ADN !

L'organisation de formation spécifique pour connaître et combattre partout les idées d'extrêmes droite sont programmées en direction de nos syndiqués.

La forte poussée des nationalismes, au Danemark, en Italie, en Allemagne, en Finlande, au Pays-Bas, en Pologne, en France, en Bulgarie, en Autriche, en Slovaquie ou encore en Lettonie, avec des élections européennes qui se tiendront en mai, juste après le 52eme congrès confédéral de la CGT, laisse craindre des risques majeurs : une très forte abstention couplé au vote nationaliste se profile, avec l'arrivée d'une vague brune au parlement Européen. Quels contrefeux y opposer après l'émergence de Salvini, Organ, Le Pen et tant d'autre en Europe ?

C'est pourquoi la question de l'internationalisme et des solidarités est plus que jamais posé au syndicalisme. Nous tenteront d'y répondre avec une rencontre en juin, lors de notre comité général, avec des représentants de syndicats Allemand, Italien, espagnol et Portugais, pour échanger sur la riposte syndicale face à la montée des nationalismes, des idées xénophobes et anti-migrants. Mais aussi pour tracer des perspectives à la seule option libérale.

Notre travail pour organiser les travailleurs sans-papiers est tout à l'honneur de ces femmes et ces hommes qui s'organisent et luttent pour leurs droits et leur dignité quand ils n'ont rien.

Cela, malgré des politiques de plus en plus répressives qui visent à construire des murs de par le monde pour séparer les peuples, 30 ans après la chute du mur de Berlin tant décrié par les pays d'Europe de l'Ouest.

Ils renforcent la pression sur les migrants, les traquent jusqu'à la mort - comme cette femme enceinte retrouvée noyée dans les Hautes-Alpes alors qu'elle était prise en chasse par la police.

Ils les parquent et les expulsent sans qu'aucune garantie pour leur propre vie ne leur soit donnée.

Ils vont jusqu'à mettre en prison les plus courageux d'entre nous qui répondent du "délit de solidarité" en les hébergeant ou tout simplement les aidants.

Ils vont jusqu'à envoyer des fonctionnaires des douanes en renfort aux portes de l'Europe pour repousser les migrants derrière les barbelés de Schengen.

Sans compter l'ignoble épisode de l'Aquarius et maintenant du SeaWatch où 33 personnes, dont 2 bébés, sont en péril.

Alors que depuis 1990, 30 000 personnes sont mortes en Méditerranée, l'Europe, la France, répondant aux lanternes d'extrême droite, en plein déni de solidarité ne seraient plus capable d'accueillir.

Officiellement, le 22 janvier seront célébrer les 100 ans de l'OIT, qui affirme sa place d'organisation mondiale faisant autorité pour le monde du travail. Une célébration officielle aura lieu au mois de juin à Genève lors de la conférence internationale du travail.

Ce moment est celui qui a été choisi par la Confédération Syndicale Internationale pour une puissante manifestation à Genève.

CSI qui a tenu son congrès en décembre avec une affirmation et un constat :

- bienvenue aux réfugiées
- que le monde est fracturé et a besoin de syndicats forts

Militer pour la paix. Encore un morceau de notre ADN.

Alors que dans le monde 1700 milliards de \$ sont consacrés aux dépenses militaires. Alors que 1% seulement permettrait de nourrir tous les enfants souffrant de malnutrition dans le monde pendant 5 ans. **Ces dépenses militaires sont sans cesse croissantes.**

Les affaires récentes des passeports Benala font le lien avec les intérêts politico-économique des hommes qui font de la guerre et de la mort leur fonds de commerce. Un article récent de l'humanité y décrit d'ailleurs des liens dangereux entre nos politiques et les faiseurs d'argent.

Nous militons pour la ratification du traité de Non-Prolifération des armes nucléaires et de la réduction des dépenses militaires au profit de l'investissement, des services, des infrastructures et de l'emploi.

Une pétition mondiale, lancée par Mme Tomoko Yoshino vice-présidente de la JTUC-RENGO du Japon est en ligne. Je vous invite à la signer.

Je disais tout à l'instant « les travailleurs ont besoin de reconquêtes. »

Plus largement les citoyen·nes de ce pays ont besoin de réelle victoires ! Sur les salaires, les pensions, la sécu, les retraites, les services publics, le logement, l'emploi, le transport, l'environnement, la justice social, les libertés, la démocratie. Des exigences fortes sont aujourd'hui en débat.

Nous avons tou·tes à pousser pour amplifier la contestation et permettre à faire aboutir des revendications collectives.

Le premier acte de notre union départementale sera de concrétiser dès février la mise en place d'une cellule d'écoute aux victimes de violences sexistes et sexuelles au travail et à faire prendre en compte par tou·tes la nécessité de faire reculer partout ces comportements.

D'ailleurs, le 14 janvier un rassemblement est prévu à Grenoble en contrepied aux extrémistes anti-IVG. Soyons nombreux-ses

Des victoires et des reconquêtes, cela nous amène à l'énorme travail de conviction à mener dans les entreprises, les services et les collectivités, mais aussi dans les quartiers, les universités, pour préparer les journées d'actions à venir.

Les retraité·es seront mobilisé·es le 31 janvier.

La CGT appelle ses syndicats à une journée morte. Grève de 24h consécutive dans tous les secteurs la première semaine de février. Cela nécessite déjà la tenue d'assemblées générales dans les territoires et les professions pour gagner une mobilisation massive des travailleurs.

C'est bien l'unité des travailleurs que nous visons, dans leur différence, pour gagner des majorités et arracher au capital un autre projet de société.

Je vous souhaite au nom de l'union départementale CGT de l'Isère **nos plus beaux rêves d'espoir et de fraternité.**